

KANGURA

KANGURA MAGAZINE - VERSION INTERNATIONALE

N°6

100 FR A

UWI RIGAMIJE GUKANGURA NO
KURENGERA RUBANDA
NYAMWINSHI

K023 3580

LES PARTIS DE LA MAJORITE POPULAIRE DOIVENT
TROUVER UN COMPROMIS

RWANDA-BURUNDI:
OEIL POUR OEIL,
DENT POUR DENT



TROIS
GRANDES PUISSANCES
OCCIDENTALES
VEULENT EFFACER
LA LIBYE
DE LA CARTE DU MONDE

RAPPORT D'ENQUETE DU PALIPEHUTU SUR LES RE-
CENTS MASSACRES AU BURUNDI.

INDIPENDANT
SUBLIMÉ
D'UN...
DE...
DE...
DE...

...
...
...
...
...
...

...
...
...
...
...
...

A LA MAJORITE DE DEBLOQUER LE PROCESSUS DEMOCRATIQUE EN COURS.



Le secret du Front Patriotique Rwandais (FPR) aura toujours été de "diviser pour régner". Il paraît qu'au sein de presque tous les partis politiques, il y a une représentation de taille du F.P.R. Même le MRND n'est pas épargné. Au moment où les partis d'opposition s'accordent à affirmer que le Gouvernement du Premier Ministre Sylvestre NSANZIMANA est tout à fait composé de partisans du M.R.N.D., je tiens à souligner l'adhésion du Ministre André KATABARWA au FPR. Mais étonnamment, il porte extérieurement ou politiquement le cachet du MRND.

André KATABARWA, actuellement Ministre des Transports et des Communications au titre du M.R.N.D. a adhéré au FPR pendant qu'il était ambassadeur à Rome. De source sûre, je sais très bien que Shyirambere J. Barahinyura a donné son avis favorable sur son adhésion en décembre 1990 sur demande du Dr Alexis Muderevu représentant du FPR en Italie.

Il faut rappeler qu'à cette date Barahinyura ne s'était pas encore séparé du FPR. Beaucoup de subversifs Tutsi ont alors profité de la présence de KATABARWA à l'ambassade du Rwanda à Rome pour s'approprier des passeports rwandais afin de s'infiltrer au Rwanda au vif de la guerre d'Octobre.

Et Barahinyura (Hutu) à qui le Rwanda avait retiré son passeport pour des raisons politiques en 1985 n'a-t-il pas trouvé un autre que Katabarwa lui a bien livré pendant

qu'il était encore porte-parole officiel des Inkotanyi ?

Un autre qui prétend être membre éminent du MRND mais qui en réalité oeuvre aux côtés du F.P.R., c'est Jean Marie Vianney Mugemana. En effet, il n'est un secret pour personne que Mugemana, actuellement Député au Conseil National de Développement et qui se réclame du MRND, appartient en fait au FPR avant même le début de la guerre d'octobre. Il suffit de se rappeler comment il a minimisé les mises en garde du Préfet de Byumba sur l'invasion proche des Inyenzi rajeunis alias FPR - Inkotanyi. Son attitude ne m'a d'ailleurs pas étonnée puisque je sais qu'il était en contact direct avec Fred Rwigema lui-même et que lors de ses visites en Allemagne il s'arrangeait toujours pour tenir des réunions avec le représentant du FPR dans ce pays, J.M.V. Masabo. Il y a également une représentation musclée du FPR au sein du MDR. La présence de Faustin Twagiramungu corrobore à elle-seule l'influence du FPR sur ce parti. Il est en effet difficile d'admettre le fait que Twagiramungu compte parmi les leaders du MDR alors que ce même Twagiramungu est membre du FPR depuis longtemps avant la guerre d'octobre.

Il a pu ainsi fournir des renseignements utiles au FPR, notamment à Barahinyura Shyirambere avant que celui-ci ne quittât ce mouvement terroriste. Je voudrais par ailleurs insister sur le fait que Twagiramungu de connivence avec Silas Majyambere, Valens Kajeguhakwa, Assinapol Rwigara etc, faisaient entrer au Rwanda des marchandises suspectes dans des containers scellés et plombés qui n'étaient jamais ouverts par la douane.

C'est entre autres par cette voie que les armes ont été infiltrées au Rwanda. Dans ses correspondances, TWAGIRAMUNGU transmet au

FPR les renseignements suivants: Habyarimana ne veut pas négocier sincèrement et franchement. Il croit toujours à Mobutu et à l'occident qui vont le défendre. Il faut dès lors le contraindre par tous les moyens à quitter le pouvoir. Il n'y a pas d'autres solutions. Autrement dit, dans ce "Nta kundi byagenda" alias Rukokoma est déjà celui-là qui n'envisage aucune solution d'alternative aux visées des Inkotanyi de dominer et d'écraser la majorité, et ce, figurez-vous deux mois avant l'événement du multipartisme.

Quant au P.L. (Parti Libéral), il ne s'agit pas du tout de représentation mais plutôt de calque du F.P.R. Ses sanctions sont toujours d'ordre terroriste à l'occasion des manifestations.

D'ailleurs les membres de ce parti se rendent dans les zones de combats pour y faire reconnaissance. Ainsi les Inkotanyi et les militaires ugandais acquièrent des informations sur la zone à attaquer. Les leaders de ce parti n'ont-ils pas avoué librement sur les ondes de Radio-Rwanda leur collaboration rapprochée avec le FPR?

Voilà donc quelques exemples qui illustrent parfaitement les moyens utilisés actuellement par l'ennemi pour diviser les partis de la majorité populaire et tromper l'opinion publique. Le FPR veut par ce biais conquérir le pouvoir en évitant de passer par les urnes.

Que faire alors pour débloquer le processus démocratique en cours nonobstant les intentions diaboliques du FPR et de ses membres infiltrés? La majorité populaire a à méditer sur l'alternative inébranlable qui s'offre à nous: tolérer les manœuvres du FPR et faciliter ainsi sa prise du pouvoir via notamment la Conférence Nationale Souveraine (Rukokoma) ou trouver les compromis nécessaires pour faire aboutir le processus démocratique en cours.

NYABYENDA Issa.

LES PARTIS DE LA MAJORITÉ POPULAIRE DOIVENT TROUVER UN COMPROMIS

K023 3582

Le pluralisme politique tel qu'annoncé en juillet 1990 est devenu depuis juin 1991 une réalité au Rwanda.

Suite à l'adoption de la Constitution et de la loi sur les partis politiques, plusieurs partis sont nés et sont déjà opérationnels. Mais ce processus a malheureusement débuté à l'ombre de la guerre d'octobre imposée au Rwanda par les terroristes inyenzi rajeunis (les FPR-Inkotanyi) largement soutenus par l'Uganda de Yoweri Museveni.

Les visées réelles des Inyenzi rajeunis alias FPR-Inkotanyi ont été mises à jour depuis le commencement de la guerre. Elles n'ont pas varié. Ces ennemis de la majorité populaire veulent toujours en effet réinstaurer le régime féodo-monarchique basé sur le monopole d'une seule ethnie, l'ethnie Tutsi.

Les inyenzi rajeunis alias FPR-Inkotanyi, ont bien sûr pratiquement perdu la guerre des armes. Ils savent aussi qu'ils ne peuvent pas gagner celle des urnes qui repose sur la loi de la majorité. Ces pêcheurs en eau trouble utilisent maintenant des moyens subtils et insidieux pour conquérir le pouvoir. Ils créent des partis politiques à l'intérieur pour véhiculer leurs idées pseudo-démocratiques (Parti Libéral - PL, Parti Socialiste Rwandais - PSR) et saboter le processus démocratique, ainsi que des journaux (RWANDA RUSHYA, KANGUKA, LE TRIBUN DU PEUPLE...) pour manipuler l'opinion publique. Ils infiltrèrent des éléments dévoués dans les rangs des partis qui se réclament de la majorité populaire pour y semer la subversion et y instiller petit à petit le venin du FPR visant leur division.

A moins de croire en la naïveté séculaire de mes frères, il m'est difficile de comprendre comment des personnes telles que J.M.V. MUGEMANA, André KATABARWA, peuvent être comptés parmi les membres éminents du MRND. En effet, il n'est un secret pour personne que M. MUGEMANA, actuellement Député au Conseil National de Développement et qui se réclame du MRND, appartient en fait au FPR depuis même avant le début de la guerre d'octobre. Il suffit de se rappeler comment il a minimisé les mises en garde du Préfet de Byumba sur l'invasion proche des Inyenzi rajeunis alias FPR-Inkotanyi. Son attitude ne m'a d'ailleurs pas étonné puisque je sais qu'il était en contact direct avec Fred RWIGEMA lui-même et que lors de ses visites en Allemagne il s'arrangeait toujours pour tenir des réunions avec le représentant du FPR dans ce pays, M. J.M.V. MASABO.

Quant à M. André KATABARWA, actuellement Ministre des Postes et Communications au titre du MRND, je puis vous révéler qu'il a adhéré au FPR pendant qu'il était Ambassadeur à Rome. J'ai du moi-même donner mon avis sur son adhésion en décembre 1990 sur demande du Dr. Alexis MUDERU, représentant du FPR en Italie. Je sais par ailleurs que beaucoup de subversifs Tutsi ont profité de la présence de M. KATABARWA à l'Ambassade à Rome pour s'approprier des passeports rwandais - dont moi, Hutu, simple opposant, je suis privé depuis novembre 1985 - pour s'infiltrer au Rwanda au plus fort de la guerre d'octobre.

Il m'est encore plus difficile et plus pénible d'admettre le fait de voir Faustin TWAGIRAMUNGU comp-

té parmi les leaders du MDR alors que ce même TWAGIRAMUNGU est membre du FPR depuis longtemps avant la guerre d'octobre. Il a pu ainsi fournir des renseignements utiles au FPR. J'ai été moi-même parmi ses correspondants avant de quitter ce mouvement terroriste. La correspondance reproduite ci-dessous émane de cette personne. Elle date d'octobre 1990 et parle d'elle-même et ne nécessite pas de commentaires. Je voudrais par ailleurs signaler que M. F. TWAGIRAMUNGU, de connivence avec Silas MAJYAMBERE, Valens KAJEGUHAKWA, Assinapol RWIGARA etc. faisaient entrer au Rwanda des marchandises suspectes dans des containers scellés et plombés qui n'étaient jamais ouverts par la douane. C'est, entre autres, par cette voie que des armes ont été infiltrées au Rwanda!

Voilà donc quelques exemples qui illustrent parfaitement les moyens utilisés actuellement par le FPR pour diviser les partis de la majorité populaire et tromper l'opinion publique. Le FPR veut par ce biais conquérir le pouvoir en évitant de passer par les urnes. Il compte pour ce faire remplacer les élections par la Conférence Nationale (Rukokoma) que les Inyenzi rajeunis appellent de tous leurs vœux. N'ont-ils pas réussi à inoculer cette idée parmi les partis du front du refus (PL, PSD, MDR) grâce aux méthodes évoquées ci-dessus?

Pour camoufler ses visées le FPR avance comme prétexte pour reculer les élections aux calendes grecques, la fin de la guerre et le retour des réfugiés. Mais en même temps, grâce au soutien actif de Yoweri MUSEVENI, il refuse de mettre fin à ses attaques contre le Rwanda. Il empêche par

K023 3583

ailleurs aux réfugiés authentiques d'exprimer librement leur opinion à l'égard des différents scénarios proposés par la conférence de Dar-Es-Salaam (19 février 1991), pour la solution de leur problème.

C'est dire que, en réalité, le FPR ne veut pas que les élections aient lieu au Rwanda.

Que faire alors pour débloquer le processus démocratique en cours nonobstant les visées d'abolition du FPR et de ses membres infiltrés?

J'en appelle aux Partis de la majorité populaire à méditer sur l'alternative inéluctable qui s'offre à nous: tolérer les manœuvres du FPR et faciliter ainsi sa prise

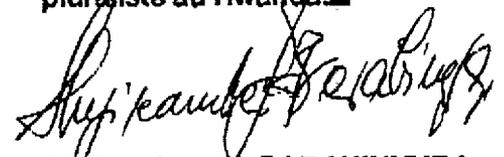
du pouvoir via notamment la Conférence Nationale (Rukokoma) ou trouver les compromis nécessaires pour faire aboutir le processus démocratique en cours.

J'obtiens quant à moi pour le dernier scénario qui ne trahit pas la majorité populaire et qui exige cependant trois actions immédiates:

1. Retrouver et écarter les infiltrés qui bloquent la poursuite et l'aboutissement heureux du processus démocratique;
2. Trouver un compromis pour mettre en place un Gouvernement de transition à base élargie;

3. Obtenir un consensus sur la loi électorale et arrêter dès maintenant les dates des élections.

Il est en tout cas à craindre que si ces compromis ne peuvent pas être atteints rapidement, les Inyenzi rajeunis alias FPR-Inkotanyi réussissent par leurs manœuvres, à semer les troubles à l'intérieur du pays en plus de la guerre qu'ils mènent à la frontière et à saboter pour longtemps l'instauration d'une véritable démocratie pluraliste au Rwanda. ■



Shylrambere J. BARAHINYURA
Janvier 1992 - Frankfurt / RFA

"LE SYNDROME KANGURA" NE SERAIT PAS PLUS VIRULENT QUE CELUI DES JOURNAUX PRO-INKOTANYI.

En ma qualité de lecteur attentif de Kangura, je me réserve le droit de répondre à ce qui a été diffusé dans "Rwanda Rushya" n° 16, là où UWABANDI Antoine s'attaque à ce qu'il a appelé dans son article "Le syndrome Kangura". Si ce dernier existe réellement, j'affirme qu'il ne serait pas plus virulent que celui des média favorables aux Inyenzi-Inkotanyi qui nous ont attaqué depuis le 1 octobre 1990. Je pense personnellement qu'à l'heure qu'il est, personne ne doit se croire plus intelligente que l'autre, non plus prétendre être plus illuminée pour écrire n'importe quoi et n'importe comment. Uwabandi s'est laissé animer par une hantise effrénée et surannée de défendre son ethnie sinon il n'a pas mâché ses mots pour ternir l'image de l'autre. De cette démarche horriblement perverse, il s'est défait sur Kangura l'accusant d'être un journal véhiculant une idéologie mobilisatrice. J'ai trouvé franchement toute cette approche inadmissible et

inconcevable. Je regrette de devoir m'indigner contre son contenu dont la portée est: très bestialement blessante. Son fond prête à confusion car j'estime qu'en prétendant s'attaquer à son directeur, il semble sévir malheureusement à toute la majorité de la population rwandaise.

Evidemment, l'initiative du bonhomme n'est pas vaine. L'on se souviendra que son article s'inscrit parfaitement dans le cadre d'une campagne médiatique prônée par l'ennemi du Rwanda dès la guerre d'octobre 1990 et bien avant encore, tendant à discréditer, diffamer, calomnier l'ethnie majoritaire au Rwanda. De l'extérieur à l'intérieur du pays, telle a été l'arme la plus efficace jamais utilisée par les Inyenzi-Inkotanyi et leurs complices. L'on aura toujours à coeur combien le front médiatique a été pour le Rwanda un grand défi dans la mesure où les Amis du Rwanda, les Orga-

nismes et Organisations internationales confondus étaient presque tombés dans le piège de l'ennemi. Grâce à l'ouverture au pluralisme politique la presse libre fait son entrée sur la scène politique et les maîtres dans l'art de mentir ne se lassent guère.

Honnêtement, je défends l'ethnie majoritaire au Rwanda. Longtemps méprisée, suppliée, meurtrie et désabusée, la soif inextinguible au pouvoir de l'ethnie tutsi n'est pas de nature à rassurer les deux partenaires. De multiples efforts seront menés dans les deux sens. Même si la logique recommande de respecter les opinions des autres, le déchargeur ne peut être plus tendre. En effet, l'article est creux et stérile. Comment soutenir et comprendre le zèle qui anime le sieur Uwabandi quand il accuse Kangura d'être un journal qui a le rôle de véhiculer une idéologie mobilisatrice. Est-ce donc mal? Et quel est donc le rôle nourmi-

K023 3584

vi par les média pro-inkotanyi si ce n'est de mobiliser l'ethnie tutsi pour une même cause? Veut-il donc dire que l'idéologie manque à cette ethnie pour sous-entendre qu'elle se groupe moins pour la défense de ses intérêts? Quoi que vous fassiez, malgré la présence encore injustifiable de quelques hutu égarés dans les Inkotanyi par divers concours de circonstances, par Inkotanyi nous entendons unanimement et populairement les tutsi. C'est un fait démontrable et indéniable! Les médias édités à l'étranger et ceux écrits au Rwanda ne visent-ils pas la mobilisation de l'ethnie tutsi contre l'ethnie hutu? Et si la force de tout groupe social et par-dessus d'un peuple réside dans sa mobilisation, ce serait donc tromper de dire que l'ethnie tutsi est sans idéologie. La naïveté longtemps collée et attribuée au hutu ne consiste-elle pas dans ce silence de sourds en ce fait qu'elle accepte la coexistence pacifique tous azimuts. Je peux jurer qu'elle aurait si tôt oublié mais les épingles ne lui ont point facilité la tâche. De toutes les manières, rien n'est aussi maladroit que d'utiliser toujours de faux-fuyants, de subterfuges et de propos fallacieux pour toujours endormir la conscience hutu. Si l'image de l'ennemi est ce qu'il est, ce n'est ni moi ni toi non plus qui sommes à la base de cette étiquette. C'est un fait qu'il faut accepter comme tel. Pourquoi es-tu soutenir visiblement l'ennemi et pour quelle raison te sens-tu morveux quand il est interpellé? Et jusqu'à quand l'ethnie hutu continuera-t-elle à être trompée? A mon sens, les hutu ne vous haïssent pas comme vous le pensez. Et si vous les aimiez comme ils doivent vous aimer, le Rwanda serait davantage un pays de paix. L'ethnie tutsi paraît abuser de son orgueil d'être une ethnie supérieure ou sublime. Pourquoi se peiner pour étaler des preuves pendant qu'on sait que le mariage mixte s'effectue dans un seul sens? Et qu'est-ce que cela veut dire? N'est-ce pas cette même perfide qui explique cette tendance de croire toujours qu'elle serait moins intelligente pour cet excès d'amour qui se retourne parfois contre elle?

Qu'est-ce que tu nous apprends donc si ce n'est d'insulter, de mentir, d'exprimer en un style lyrique, surnoisement dirigé sans le souci de la juste cause? N'exagérons rien: vos ambitions sont excessives. Et qu'est-ce que le Régime du Président HABYARIMANA n'a pas fait pour vous tranquiliser? Mais les tutsi de l'intérieur n'ont ils pas rendu le mal pour le bien? La politique ethniste est concomitante au Rwanda car l'idéologie de l'ethnie tutsi risque d'être celle d'aboutir d'une manière ou d'une autre à se hisser au pouvoir par tous les moyens, y compris au moyen de l'extermination de l'ethnie hutu? L'assouvissement des desseins tutsi ne doit pas sacrifier le sang hutu. Et le hutu n'est pas du tout à plaindre surtout celui du Rwanda qui peut encore mieux s'organiser pour se défendre pendant que l'expansion de l'empire hima ou tutsi fait encore son bout de chemin.

Ne soit donc pas craintif de voir le hutu prendre conscience de ses menaces et surtout éveiller ses congénères avant que la cause ne soit définitivement perdue! Ngeze a peut-être le mérite d'être issu de cette ethnie longtemps brimée, il est donc une vedette parmi toutes les autres. Dénoncer les méfaits et les crimes d'une ethnie ne devrait pas être considéré comme un sacrilège. Comment qualifiez-vous les hutu du Burundi en rapport avec ce qui se passe dans ce pays? Et s'ils accédaient à la magistrature suprême, ne fût-ce que par le scrutin électoral et démocratique, qu'en diriez-vous? Le rapport sur la démocratisation des ins-

titutions et la vie politique au Burundi en sa page 86 précise que "la Commission Constitutionnelle propose d'adopter le scrutin de liste bloquée à la représentation proportionnelle..." Quelle nouvelle astuce pour la perfidie tutsi! C'est très long. Ne plaisante pas alors Mr Uwabandi. Ton article a sans doute le mérite de désorienter l'opinion internationale en faveur d'une cause sans raison d'être. "Les rapports entre les hutu et les tutsi sont là et dépendront largement de notre effort unanime de les modifier.

Pourquoi cette hantise d'instaurer de nouveau un régime féodomonarchique pendant que le peuple rwandais tout entier est prêt à penser ses cicatrices causées par l'exploitation et l'oppression? Serait-il juste de brandir des fanions de démocratie au moment où une minorité se maintient toujours au pouvoir par la terreur, les règlements de comptes, les massacres, râlant, pillant, acclamée et détestée, fascinée par la génie de dominer et d'asservir les masses populaires. C'est le cas du Burundi.

En prétendant faire des leçons de morale, d'histoire et de civisme à Kangura et à son éditeur, tu insultes tous les hutu. Nos dirigeants luttent pour la paix pour bâtir notre pays et voir fleurir son peuple. Autant donc suivre avec courage pour voler de victoire en victoire en vue de la réalisation de l'unité et de la réconciliation nationales.

S.T.

BATURAGE MURABE MASO. GACUKIRO ARACYA-HIGWA NA SINGAYE.

Mu gihe uwitwa GACUKIRO yari yarafungishijwe na SINYAYE akamburwa inzu ye iri mu kizungu ku GISENYI ndetse uwo GACUKIRO akaba yarakeneshejwe na Singaye afatanije na bene wabo kumufungira iduka, igaraje n'ibindi... Ikibabaje rero n'uko aho Gacukiro afunguriwe Singaye yiye-meje gucura indi migambi yo kugirira nabi uwo Gacukiro. Ubutegetsi burabe maso kuko uwo mugambi watahuwe.

LES MAITRES DIFFAMATEURS.

L'on sait actuellement que les fonds qui étaient destinés au financement du journal tutsi "Le Volcan" de Goma ont été transférés au journal "Le Tribun du Peuple" tutsi de Kigali.

Le journal le Volcan était, en réalité, le principal organe d'expression des Inkotanyi et de tous les Tutsi extrémistes.

Suite aux difficultés environnementales que ce journal diffamateur commençait à rencontrer au Nord-Kivu, les tutsi ont décidé d'en créer un autre, au titre alléchant et trompeur "Le Tribun du Peuple", sous entendu le peuple tutsi.

Pour faire entendre davantage leurs voix porteuses de mensonge et de venin, les tutsi ont aussi créé plusieurs journaux satellites notamment Rwanda rushya, Kiberinka, Umurangi, Imbaga. Kanguka avait commencé sa croisade en 1989. A côté de Kinyamateka, Kanguka est un avorton pour se prévaloir le 1er journal indépendant du pays.

D'autres journaux ayant des facteurs Hutu (Nyabarongo, Isiro, Umuranga) travaillent aveuglément pour les tutsi certainement par trahison due à la cupidité.

Le calcul de tous ces journaux véreux est de renforcer la guerre médiatique des Inkotanyi à l'intérieur, de saboter l'administration, de diviser les hutu et surtout de décourager les FAR aux prises avec la NRA de Museveni à la frontière Ugando-rwandaise.

Rappelez-vous des calomnies et des mensonges que le Volcan répandait tous les mois à l'endroit du peuple rwandais et de son Président. Kangura et le Consommateur Africain ont décrié avec force détails les diffamations de ce journal NAZI.

Le Tribun du Peuple "tutsi" et ses satellites ont donc pris le relais du

tions étaient en passe d'aboutir si ce n'est la vigilance de la population pour laquelle Kangura s'est adjugé le devoir d'éveiller.

Regardons de plus près quelques machinations que les dits journaux profèrent quotidiennement.

1. Les opérations d'intoxication-désinformation:

Entreprises à l'extérieur longtemps avant la guerre, les opérations d'intoxication-désinformation se poursuivent par le canal des journaux mentionnés.

Les faits sont là:

- L'allongement de la liste des Bagogwe morts en y insérant les personnes vivantes ou encore celles qui sont mortes par d'autres causes que la guerre (dans RWANDA RUSHYA).
- La lettre adressé au Président de la République et prêtée aux étudiants de Quebec (Université de Laval) dans Rwanda Rushya. Le démenti de ces étudiants devrait couvrir de honte Kameya le désinformateur.
- La lettre des compagnons d'armes du Lt. Colonel Rwendeye que le fossoyeur Kameya s'est écrit lui-même. L'en tête du Ministère de la défense ne doit tromper personne.
- Le tract commenté par le tribun du Peuple et reproduit par Nyabarongo prêté à un amalgame de personne qui ne se connaissent pas avec les colonels Rwagafirita et Rutayisire à la tête. Comment les gens qui ne se sont jamais vus peuvent s'asseoir ensemble et composer un tract d'une dimension aussi diffamatoire? Cela prouve que, pour ce cas aussi, le lobby tutsi a composé et diffusé le tract lui-même.
- Les événements de Murambi ont été commentés de façon partielle par le tutsi Nkuriyigoma Jean Baptiste de l'Imbaga.
- L'évasion des jeunes de Bugesera vers les camps d'entraînement des Inkotanyi au Burundi est considéré comme un acte de bra-

La liste des machinations tutsi est longue qu'il serait inutile de les relater toutes car chaque numéro en contient jusqu'à la nausée.

2. De la Conférence Nationale Souveraine.

L'on est surpris de constater que la conférence nationale souveraine est soutenue à coups de gueule et de fusils par les tutsi. Eux qui n'ont jamais soutenu les grands débats, les forums nationaux et surtout les élections.

Ils espéraient une Conférence Nationale bâclée et arbitraire où la représentativité se réfère à celle des pays Africains qui nous ont précédé c-à-d:

- Les associations culturelles et scientifiques
- Les syndicats
- Le clergé
- Les commerçants
- Le corps des avocat
- Les coopératives
- Les partis politiques
- L'armée
- L'administration etc..

Pour réussir ce simulacre de Conférence, les tutsi ont commencé à s'organiser sitôt après leur débacle militaire. C'est ainsi qu'il ont fondé des associations de nature, croyaient-ils, à s'assurer une majorité relative au sein de la conférence, la corruption faisant le reste. Quant au reste de la société civile (clergé, commerçants...), la majorité tutsi est incontestable. Ce faisant, les tutsi espéraient faire élire un premier ministre de leur ethnité ou acquis à leur cause pour ensuite désorganiser l'administration et l'Armée à leur faveur.

L'histoire les fera déchanter. En effet, nous voulons une Conférence Nationale qui donne la voix au peuple et non aux aventuriers de tous bords:

- a. Elections municipales démocratiques et multipartistes au niveau des secteurs

LES MAITRES DIFFAMATEURS.

L'on sait actuellement que les fonds qui étaient destinés au financement du journal tutsi "Le Volcan" de Goma ont été transférés au journal "Le Tribun du Peuple" tutsi de Kigali.

Le journal le Volcan était, en réalité, le principal organe d'expression des Inkotanyi et de tous les Tutsi extrémistes.

Suite aux difficultés environnementales que ce journal diffamateur commençait à rencontrer au Nord-Kivu, les tutsi ont décidé d'en créer un autre, au titre alléchant et trompeur "Le Tribun du Peuple", sous entendu le peuple tutsi.

Pour faire entendre davantage leurs voix porteuses de mensonge et de venin, les tutsi ont aussi créé plusieurs journaux satellites notamment Rwanda rushya, Kiberinka, Umurangi, Imbaga. Kanguka avait commencé sa croisade en 1989. A côté de Kinyamateka, Kanguka est un avorton pour se prévaloir le 1er journal indépendant du pays.

D'autres journaux ayant des rédacteurs Hutu (Nyabarongo, Isiriro, Umuranga) travaillent aveuglément pour les tutsi certainement par trahison due à la cupidité.

Le calcul de tous ces journaux véreux est de renforcer la guerre médiatique des Inkotanyi à l'intérieur, de saboter l'administration, de diviser les hutu et surtout de décourager les FAR aux prises avec la NRA de Museveni à la frontière Ugando-rwandaise.

Rappelez-vous des calomnies et des mensonges que le Volcan répandait tous les mois à l'endroit du peuple rwandais et de son Président. Kangura et le Consommateur Africain ont décrié avec force détails les diffamations de ce journal NAZI.

Le Tribun du Peuple "tutsi" et ses satellites ont donc pris le relais du

tions étaient en passe d'aboutir si ce n'est la vigilance de la population pour laquelle Kangura s'est adjugé le devoir d'éveiller.

Regardons de plus près quelques machinations que les dits journaux profèrent quotidiennement.

1. Les opérations d'intoxication : désinformation :

Entreprises à l'extérieur longtemps avant la guerre, les opérations d'intoxication-désinformation se poursuivent par le canal des journaux mentionnés.

Les faits sont là :

- L'allongement de la liste des Bagogwe morts en y insérant les personnes vivantes ou encore celles qui sont mortes par d'autres causes que la guerre (dans RWANDA RUSHYA).
- La lettre adressé au Président de la République et prêtée aux étudiants de Quebec (Université de Laval) dans Rwanda Rushya. Le démenti de ces étudiants devrait couvrir de honte Kameya le désinformateur.
- La lettre des compagnons d'armes du Lt. Colonel Rwendeye que le fossoyeur Kameya s'est écrit lui-même. L'en tête du Ministère de la défense ne doit tromper personne.
- Le tract commenté par le tribun du Peuple et reproduit par Nyabarongo prêté à un amalgame de personne qui ne se connaissent pas avec les colonels Rwagafirita et Rutayisire à la tête. Comment les gens qui ne se sont jamais vus peuvent s'asseoir ensemble et composer un tract d'une dimension aussi diffamatoire? Cela prouve que, pour ce cas aussi, le lobby tutsi a composé et diffusé le tract lui-même.
- Les événements de Murambi ont été commentés de façon partielle par le tutsi Nkuriyigoma Jean Baptiste de l'Imbaga.
- L'évasion des jeunes de Bugesera vers les camps d'entraînement des Inkotanyi au Burundi est considéré comme un acte de bravoure.

La liste des machinations tutsi est longue qu'il serait inutile de les relater toutes car chaque numéro en contient jusqu'à la nausée.

2. De la Conférence Nationale Souveraine.

L'on est surpris de constater que la conférence nationale souveraine est soutenue à coups de gueule et de fusils par les tutsi. Eux qui n'ont jamais soutenu les grands débats, les forums nationaux et surtout les élections.

Ils espéraient une Conférence Nationale bâclée et arbitraire où la représentativité se réfère à celle des pays Africains qui nous ont précédé c-à-d :

- Les associations culturelles et scientifiques
- Les syndicats
- Le clergé
- Les commerçants
- Le corps des avocat
- Les coopératives
- Les partis politiques
- L'armée
- L'administration etc..

Pour réussir ce simulacre de Conférence, les tutsi ont commencé à s'organiser sitôt après leur débacle militaire. C'est ainsi qu'il ont fondé des associations de nature, croyaient-ils, à s'assurer une majorité relative au sein de la conférence, la corruption faisant le reste. Quant au reste de la société civile (clergé, commerçants...), la majorité tutsi est incontestable. Ce faisant, les tutsi espéraient faire élire un premier ministre de leur ethnité ou acquis à leur cause pour ensuite désorganiser l'administration et l'Armée à leur faveur.

L'histoire les fera déchanter. En effet, nous voulons une Conférence Nationale qui donne la voix au peuple et non aux aventuriers de tous bords :

- a. Elections municipales démocratiques et multipartistes au niveau des cellules, des secteurs,

des communes voire même des préfectures. Les élus des secteurs (conseillers), des communes (bourgmestres) et des préfectures (préfets) participent tous à la conférence Nationale "Souveraine".

- b. Aux élus du peuple s'ajoutent les représentants de la société civile, du clergé, de l'administration, de l'armée et des Inkotanyi.
- c. L'ordre du jour de la CNS doit être établi de sorte qu'il soit épuisé avant vingt jours. Contrairement aux personnes de vue et de mémoire courtes, l'ordre du jour doit être de longue portée, aussi loin que les informations nous le permettent. Car les problèmes du Rwanda ne datent pas de la République et se limiter à 1959 serait uniquement condamner la République et les Hutu et hypothéquer irrémédiablement l'avenir des générations présentes et futures. Nous irons donc le plus loin possible même s'il faut commencer par l'invasion du chamite.
- d. Les frais de logement et de restauration doivent être aussi modestes que possible.
- e. Les élections présidentielles et législatives sont organisées après la C.N.S.
- f. Les commissions mises en place poursuivent les travaux et font rapport au Gouvernement de transition.

3. Sabotage de l'administration.

Le sabotage de l'administration se lit dans la presse Inkotanyi sous forme de calomnies et de zizanie. Certains collaborateurs du chef de l'Etat sont présentés comme ses adversaires ou ses ennemis. Les ministres et d'autres dignitaires sont insultés, les fonctionnaires sont invités à travailler moins etc...

Cette stratégie a pour but d'affaiblir l'administration et l'Etat et d'installer l'anarchie. Les Inkotanyi sont de bons stratèges! Il suffit d'analyser la panoplie de stratégies mise en oeuvre depuis 1988 et d'en tirer quelques leçons. De plus; ils n'ont pas encore tiré leur dernière

carte. L'utilisation et l'exploitation des partis politiques de l'intérieur (MDR, PL, PSD, PSR) est l'une des actions superbes du FPR-Inyenzi Inkotanyi et de Museveni.

En organisant et en réussissant les manifestations à Gitarama, Kigali et Butare, sous le couvert de la démocratie, les Inkotanyi avaient porté la guerre à l'intérieur.

Les combattants étaient tutsi (PL, PSR) et toute la racaille hutu écerveillée (MDR, PSD/2).

4. Division des Hutu.

A quelle moment date la séparation Nord-Sud? Que les historiens et les anthropologues nous le dise. En tout cas, cette séparation se situe à l'époque féodo-monarchique dans le sens de diviser les régions du pays, pour mieux régner sur les Hutu.

Avec le déclenchement des hostilités d'octobre 90, la presse tutsi se hâta de cristalliser le problème Nord-Sud. Les journaux ISIBO et IJAMBO en furent les porte-flambeaux.

Après l'attaque de Ruhengeri en Janvier 91 et la conspiration de Nyakinama en Décembre 91, ces journaux sortirent des titres scandaleux du genre "MU RUHENGERI, NTA MUNYENDUGA, NTA MUTUTSI".

Les tutsi, n'ayant pas d'appartenance régionale, ils se cachent derrière les sobriquets NDUGA-RUKIGA pour fomenter les conspirations régionalistes. En réalité, la régionalisme ne concerne que les Hutu du Nord et du Sud.

Le colonisateur tutsi a tablé sa domination sur une étude méticuleuse et fouillé du hutu et ce dernier continue à ignorer ce qui se passe autour de lui.

5. Le Découragement des FAR.

Que les FAR soient divisés, perdent le moral et laissent passer l'ennemi, voilà le souhait de tout tutsi et l'objectif de la presse des "Inkotsi".

Il suffit que les Inkotanyi marquent un point et les tutsi trinquent. Cela se passa lors de l'attaque de la ville de Ruhengeri au vu et au su de tous les hutu ébahis.

En réalité, le Rwanda est un peuple divisé et complexe. Chanter l'unité impossible à la Habyarimana aura été, l'une des plus monstrueuses erreurs de la République.

A vrai dire, la guerre aura permis de comprendre l'engin des relations entre les ethnies du Rwanda. L'Unité est impossible! La preuve est que l'Inkotanyi qui brûle et tue les paysans hutu est considéré par le tutsi comme un libérateur.

La presse tutsi appela longuement l'armée à la Division, à la rébellion et à la prise du pouvoir. Voilà comment les tutsi remboursent la bonté qui leur a été faite. Tous les rois hutu ont été massacrés de cette manière et l'histoire continue. Habyarimana n'allait pas être le dernier.

Mais certains hommes ont quand même un coeur d'airain! Quand je pense à l'amour que Habyarimana a aimé les tutsi et à la haine et la trahison qu'ils lui ont rendu, moi j'aurais claqué d'hypertension. Cet amour était conditionné par quoi? La peur? Le gain? Je ne sais pas.

6. Sabotage des relations avec les pays limitrophes.

Souvenez-vous du déchaînement de Kamuya André et de Zitoni François qui voulaient faire valoir devant le monde et en présence de Bemba Saoloma que le FOKKER de SCIBE ZAÏRE a été bombardé par les FAR.

Souvenez-vous aussi de la propagande politique que les tutsi font en faveur des pays limitrophes dirigés par leurs congénères tout en essayant de camoufler les exactions de ces régimes despotiques et sanguinaires (Uganda, Burundi).

Pensez aussi à l'appel de ces journaux en faveur d'une Conféren-

ce régionale pour la paix où le Rwanda se fera prendre dans un filet tutsi. Bizimungu le sait-il?

Aucun journal tutsi n'a, jusqu'à présent, condamné la participation Ugando-burundaise dans l'agression rwandaise. : tout comme aussi, aucun périodique tutsi n'a condamné les récentes tueries au Burundi. Au contraire les tutsi s'ingénient à vanter les mérites fictifs de ces deux pays tout en salissant, autant faire se peut, la République Rwandaise qui, pourtant est en avance dans le domaine de la dé-

mocratie, de la justice sociale et des droits de l'homme. Les tutsi souhaitent que le Rwanda soit attaqué à la fois par l'Uganda et le Burundi et que le pont Rusumo soit détruit.

Pour qu'un tutsi sente qu'un pays est sien, il faut qu'il préside à ses destinées. C'est pourquoi, tant que le hutu siègera à Kigali, les tutsi rwandais vont chercher leurs références à Bujumbura et à Kampala.

Que conclure?

Je conclurai par un appel pathétique aux hutu, en les invitant à

sortir de leur grotte ténébreuse et, une fois à l'extérieur, de regarder plus loin que leurs nez, loin dans l'histoire et loin dans le futur.

Se confiner aux qualités du "Bouc" de la Fontaine entrainera l'extinction de cette ethnie dont la naïveté reste la principale caractéristique. Les majorités peuvent s'effacer! Depuis trente ans, plus de 400.000 hutu sont morts au Burundi. A vos gardes mes frères!

KANGURA

LES PARTIS POLITIQUES A BASE ETHNIQUE NE DERANGENT QUE LA MINORITE TUTSI QUI Y VOIT LA FIN DE SON HEGEMONIE.

Dans ses différents discours et notamment celui du 9/02/1991, le Major Président Pierre BUYOYA ne cesse de dire: "Pas de parti pour les seuls Batutsi, pas de parti pour les seuls Bahutu, pas de parti pour les seuls Batwa".

Pour sa part, le Parti pour la Libération du Peuple Hutu du Burundi (PALIPEHUTU) rétorque: "Pas d'armée pour les seuls Batutsi, pas de police pour les seuls Batutsi, pas de justice pour les seuls Batutsi, pas de présidence pour les seuls Batutsi". Et cela pour cause! Le Major Pierre BUYOYA fait semblant d'ignorer que c'est grâce au vote massif des hutu en 1961 que l'UPRONA a pu remporter sur ses adversaires de taille comme le P.P. (Parti du Peuple), le P.D.C. (Parti Démocrate Chrétien), etc... En votant pour l'UPRONA, les hutu venaient de témoigner leur soutien au Prince RWAGASORE (Président de l'UPRONA) puisqu'ils voyaient en lui l'unificateur du peuple burundais du moins selon ses promesses dont entre autres la suppression de l'injustice sous toutes ses formes, la ségrégation ethnique, etc... Pour réussir ce noble objectif, il s'était entouré dans son parti de personnalités influentes sur la masse de

KANO (Vice-Président), et Pierre NGENDANDUMWE (qui fut nommé ultérieurement Premier Ministre). De quoi irriter les rangs tutsi qui ne pouvaient pas ainsi contrôler le parti à leur guise et par là la masse hutu et twa. Tous les moyens furent utilisés pour s'approprier la direction du parti: intrigues, conspirations qui aboutirent à l'assassinat du Prince RWAGASORE le 13 octobre 1961 puis de NGENDANDUMWE Pierre, le 15 janvier 1965 et de bien d'autres personnalités influentes comme Gervais NYANGOMA.

LE PRINCE RWAGASORE S'ETAIT-IL DE BONNE FOI ALLIE AUX HUTU?

La composition de son gouvernement après la victoire du 18 septembre 1961 comprenant six ministres tutsi contre trois ministres hutu montre à suffisance les objectifs inavoués du Prince RWAGASORE et son parti. Aloys qu'il disposait de toute l'autorité politique, le Prince RWAGASORE lui-même, contrairement à sa propagande se refusa de jouer le jeu démocratique, en confiant aux Bahutu qui venaient de le porter au pouvoir seulement trois portefeuilles plutôt techniques (Vi-

Publics et Santé) alors que la minorité tutsi en obtint des plus importants du gouvernement.

LES HOMMES POLITIQUES HUTU ETAIENT-ILS DES HOMMES D'UNITE?

Bien que tous les régimes qui se sont succédés dans le pays ont toujours traité les hutu comme des divisionnaires, le premier gouvernement de Pierre NGENDANDUMWE du 18 juin 1963 prouve à quiconque et sans équivoque l'esprit d'unité chez les hutu. Ce gouvernement était équilibré et comprenait sept Ministres tutsi contre six Ministres hutu. Cela n'a pas manqué malheureusement d'amener les tutsi à crier contre l'injustice et à assassiner le Premier Ministre; crime qui est resté impuni jusqu'aujourd'hui.

Après avoir épuré des éléments hutu de la direction de l'UPRONA, le plan SIMBANANIYE entra dans sa phase d'exécution. Les massacres des hutu commencèrent avec MICOMBERO et se poursuivirent avec tous les régimes qui se sont succédés au Burundi. Sous le régime actuel de BUYOYA, les massacres de hutu de NTEGA et MARANGARA après avoir évacué les tutsi

K023 3589

coptères ne vont pas empêcher le Major Président de remercier son armée monoethnique tutsi d'avoir bien rempli sa mission et créer le lendemain un gouvernement dit d'union nationale composé de onze hutu et treize tutsi avec un premier ministre hutu. Celui-ci ne décide de rien et n'a même pas composé son gouvernement.

Devenus les maîtres absolus de l'UPRONA, les tutsi proclament toujours l'unité nationale qui se trouverait menacée par les extrémistes hutu sous prétexte qu'ils créent des partis à base ethnique. En même temps, ils forcent les hutu de l'intérieur d'adhérer à l'UPRONA pour montrer qu'il s'agit d'un parti pour tous les Burundi et surtout pour leur soutirer des cotisations forcées devant servir à l'achat des armes.

Disposant d'une armée monoethnique qui exécute les plans de massacre conçu par l'UPRONA, les tutsi ont déjà massacré plus de 400.000 hutu, toutes catégories sociales confondues et provoqué l'exil de plus de 300.000 hutu vers les pays voisins et ailleurs dans le monde. Les hutu, surtout ceux de la diaspora, se rendent compte que c'est l'UPRONA qui les massacre, qui les exile et ne trouvent aucun tutsi dans les rangs des victimes de ces tragédies. Conscients de cette situation, ils ont tiré la conclusion claire et simple: l'UPRONA est pour les tutsi, alors les hutu et les twa réprimés par l'UPRONA doivent avoir leur parti, leur porte-parole dans le concert des nations, devant les tirer de cette situation pour devenir des citoyens à part entière dans leur pays le Burundi avec les mêmes droits et devoirs que les tutsi. Les hutu et les twa ont créé le Parti pour la Libération du Peuple Hutu et Twa du Burundi (PALIPEHUTU), organe politique d'expression des hutu et des twa pour aboutir à la démocratie véritable au Burundi où les droits de l'homme seraient respectés, les dirigeants élus par le peuple librement, où l'armée serait issue de toutes les composantes ethniques de la nation et où les chances égales seraient accordées à tous les citoyens sans distinction aucune.

Aujourd'hui, le terrible plan Elephant qui consiste à regrouper le Burundi, le Rwanda, l'Est du Zaïre et l'Ouganda dans un grand empire hamite a été découvert. Par ailleurs, le plan SIMBANANIYE qui est une partie dudit plan Elephant est en voie certaine d'échouer vu la naissance des partis politiques d'opposition. Cela inquiète le régime tutsi de Bujumbura qui menace de ne pas les reconnaître sous prétexte qu'ils compromettent l'unité nationale.

Cette unité nationale qui a toujours existé dans les slogans mais jamais dans les faits, ne peut pas exister au sein de l'UPRONA, responsable de tous les malheurs qu'a connus le Burundi. Par ailleurs, cette unité n'a jamais vu le jour; il s'agissait simplement d'une cohabitation forcée entre les tutsi (les oppresseurs) et les hutu (les opprimés) et les twa (les parias).

Que maintenant les hutu et les twa se trouvent déçus par l'UPRONA et ses dirigeants tutsi et créent leurs partis, cela ne peut inquiéter que les tutsi minoritaires puisqu'ils y voient la fin de leur hégémonie séculaire qu'ils tiennent à garder par tous les moyens, même machiavéliques.

Aujourd'hui, avec l'avènement de la démocratie, la Charte de l'Unité et toutes les tractations qui l'accompagnent et l'accompagneront sont autant des manoeuvres pour essayer de convaincre le monde que les ethnies se sont définitivement réconciliées et que les injustices subies par les hutu et twa ont été abolies. De là, créer ou s'allier à un parti d'opposition par un hutu équivaut à conspirer contre les tutsi dans leur raisonnement. Or dans une véritable démocratie, même des frères de sang peuvent se retrouver facilement dans des partis différents.

Ironie de sort, le multipartisme intégral et sans condition s'imposera bientôt au Burundi que le régime tutsi le veuille ou non. Il est même inutile de préférer des réprimandes à l'endroit de la population qui a voté contre la charte dite faussement

de l'unité tel que l'a fait le Président Burundais BUYOYA.

Point n'est plus besoin non plus de taxer de divisionniste des partis d'opposition soi-disant qu'ils sont à connotation ethnique. En effet, tout le monde sait maintenant que ce n'est pas la "connotation ethnique" qui engendre les haines tribales ou qui dicte la politique raciste ou tribaliste, citons par illustration le Parti Nationaliste d'Afrique du Sud, le Parti Nazi d'Hitler, le Front Patriotique Rwandais, le Parti UPRONA au pouvoir au Burundi qui sont des formations politiques dont les idéologies et les pratiques racistes sont bien connues malgré la connotation nationaliste et/ou unioniste.

Un nouveau plan en continuité du plan SIMBANANIYE, le plan NDIYO et KADOYI (plan NDIKADO) élaboré par le Lieutenant-Colonel NDIYO, la vedette tutsi pour son extrémisme en collaboration avec KADOYI ex-Ministre de l'Intérieur est en application depuis 1990 et comprend les points suivants:

- prôner l'unité des Burundi pour garder le pouvoir et taxer les hutu de divisionnistes pour leur refuser le multipartisme intégral;
- éliminer physiquement tous les hutu qui comprennent le jeu tutsi surtout leurs leaders (cela s'est réalisé par l'assassinat du Leader Hutu, GAHUTU Rémy en août 1990 en Tanzanie);
- créer des petits partis de hutu vendus aux tutsi pour servir l'UPRONA et démanteler les partis d'opposition réellement hutu tout particulièrement le PALIPEHUTU;
- garder le monopole de l'armée et de la sécurité pour leur permettre d'exécuter tous leurs plan à l'aise.

BUCUMI V.

Lecteur de KANGURA
GITEGA/BURUNDI

RWANDA-BURUNDI: OEIL POUR OEIL, DENT POUR DENT

L'affaire des irréguliers rwandais qui s'étaient réfugiés à leur ambassade à Bujumbura mérite une attention particulière et surtout quant à l'avenir des relations entre les deux pays. Excepté peut-être, le Chef de la diplomatie rwandaise, personne d'autre ne saurait garder le silence sur un tel scandale.

Ce qui a mis le feu aux poudres, ce sont les "événements" de novembre 1991. Les autorités burundaises prétextant une attaque des combattants du Palipehutu (parti interdit au Burundi), se sont livrées aux massacres des populations civiles innocentes. C'est ainsi qu'on a fait état des "combats" à Bujumbura et dans plusieurs provinces du pays. "Combats" vous voulez dire? Qui se battait contre qui? Parlons plutôt des massacres bien organisés. L'autorité minoritaire de Bujumbura ne s'est pas arrêtée là. Elle s'en est pris à tout sujet rwandais résidant au Burundi et particulièrement à ceux qui résidaient à Bujumbura, la capitale. Notre mission diplomatique dans la capitale burundaise n'a pas été épargnée, elle a été littéralement fouillée sans se soucier des règles internationales régissant les représentations diplomatiques.

Les rwandais qui y avaient trouvé refuge ont été enlevés sous le nez et la barbe de notre ambassadeur, et soumis aux tortures dans les geôles de Bujumbura. Et pourtant, la communauté internationale et notamment par le biais de la Croix Rouge Internationale avait promis de superviser ces "interrogatoires". Rien n'y fut! Les témoignages de ceux qui viennent d'être "relâchés" ou expulsés, si vous voulez, sont accablants. Sur les 228 rwandais qui se trouvaient à l'ambassade du Rwanda à Bujumbura, seuls 183 ont déjà regagné le Rwanda. Avec la bénédiction de la communauté internationale, les tortionnaires de Bujumbura ont utilisé tous les moyens d'intimidation pour faire avouer à ces prouvres qu'ils étaient des "combattants" envoyés à Bujumbura par le Président Habyarimana. Quelle aberration! Le Chef de l'Etat rwandais serait-il maintenant devenu entre temps Président du Palipehutu à qui les ténors du régime minoritaire burundais amputaient ces sois-disantes attaques. Visiblement, le régime de Bujumbura cherche à tout prix à provoquer le Rwanda et Dieu seul sait dans quel intérêt. Et ce n'est pas pour la première fois. Qui de l'espace aérien rwandais

violé à plusieurs reprises, qui manœuvres militaires incessantes la frontière entre les deux pays etc.

Pourquoi seuls les Rwandais étaient visés et personne d'autre? De sources concordantes, le Burundi en connivence avec les Inyenzu Inkotanyi qu'il entraîne veut ouvrir un front au Sud du Rwanda. Et ainsi, les Forces Armées Rwandaises qui ont écrasé l'ennemi à la frontière nord seraient amenées à se battre sur deux fronts. Nous avons toujours mis en cause le silence souvent inquiétant de la diplomatie rwandaise face à des situations aussi critiques. De quoi notre diplomatie a peur? Ce que le Burundi fait contre le Rwanda, on lui rendait pareil. Quand les Inyenzi-Inkotanyi ont agressé le Rwanda le 1er octobre 1990 c'est bien l'ambassade du Burundi à Kigali qui a facilité l'évasion des complices vers Bujumbura. Le Rwanda s'est-il jamais pris aux ressortissants burundais pour autant? Pendant que le régime minoritaire de Bujumbura exterme nos frères hutu, le Rwanda doit-il faire de même contre les tutsi? Autant d'interrogations auxquelles les autorités burundaises devraient réfléchir. Qu'elles ne s'imaginent pas que le Rwanda se taira éternellement. H.

QUI VOUS BLAMERA D'AVOIR DERACINE DES NAZIS.

La communauté internationale nous jugera. Mais qui représente cette communauté? Tous les organismes de l'ONU sont infestés de Tutsi avec de fausses nationalités (le HCR, le PNUD, le BIT) et même les O.N.G. Que croyez-vous qu'ils font dans leurs bureaux, eh bien ils ont depuis longtemps terni l'image du Hutu aux yeux du monde entier, ils ont vendu leurs filles-vipères aux Européens, Américains et même aux Africains pour perpétrer leur ignoble tâche de corruption, de vol et par-là leur suprême mission: «ELIMINER LE PEUPLE HUTU DE LA TERRE». Donc la communauté internationale ne pourra nous regarder d'un oeil d'égalité.

que le jour où les Tutsi, leurs filles et leurs représentants à l'ONU auront toute crédibilité auprès de leurs interlocuteurs. Car, en luttant contre les Tutsi ou en tolérant leurs exactions, le monde entier nous critiquera toujours. Mais le jour où c'est nous qui tiendrons la manche du couteau, ce jour-là verra l'entrée des Hutu dans la bienveillance et la fraternité de l'opinion internationale.

Comment voulez-vous qu'on nous prenne au sérieux quand des Inkotanyi convaincus sont relâchés et intégrés dans leurs hautes fonctions dans un pays qu'ils sont entraînés de combattre? Comment voulez-vous que des Américains,

des Français, des Juifs et des Russes vous prennent au sérieux quand un certain KATABARWA André extrémiste connu et soutien des Inkotanyi est Ministre dans un gouvernement qu'il combat? Si nous faisons comme ça peut-être le monde devrait-il relâcher et réhabiliter Klaus Barbie et autres Himmler même Hitler pourquoi pas? Eux les poursuivent encore, ils bannissent ces noms après 47 ans. Mais le Bahutu oublie déjà leurs millions d'enfants assassinés il n'y a même pas plus de 20 ans, les Rwandais pleurent plus leurs enfants qui continuent à tomber devant les balles des Inkotanyi. Au contraire, ils nourrissent des serpents venimeux dans leurs seins (oui, tous ces inkotanyi

K023 3591

et leurs complices relâchés continuent à détourner l'argent du pays pour acheter les armes qui vous tueront demain). Quand on met un charbon ardent dans ses habits, c'est normal que ça brûle! Faisons la chasse aux assassins, c'est la communauté internationale qui nous a donné l'exemple. Chassons les nazis et détruisons-les car les Tutsi arborent fièrement la croix gammée de leur criminel ancêtre Hitler.

Qui vous blâmera d'avoir déraciné des nazis? Personne, soyez-en sûr, ce sont des criminels contre

l'humanité. Avez-vous jamais entendu que le Burundi relâche un Hutu arrêté même innocemment? Jamais. Pourtant l'opinion internationale est là. Qu'a-t-elle fait? RIEN DU TOUT. Alors à plus forte raison un Inkotanyi arrêté avec des armes! Croyez-vous qu'il vous épargnera demain? Mes frères, les Inkotanyi ne sont pas encore vaincus car vous les aidez à se restructurer vous leur fournissez tout car vous réinstallez les leurs dans des hautes fonctions, vous continuez à envoyer leurs enfants à l'étranger leur permettant ainsi de se former militairement

pendant leur séjour. Alors c'est à vous de stopper cette guerre, le fruit pourri est déjà dans le panier, jetez-le avant que tous les fruits ne pourrissent car vous le voyez et vous laissez les vers se développer. Voyez-vous on ne peut faire le ménage en commençant par chez les autres. on commence d'abord par sa propre maison et puis les alentours et ainsi de suite.

A BON ENTENDEUR, SALUT

Mme N.M.F.

Abidjan Côte d'Ivoire

APPEL A LA CREATION D'UNE ARMEE DE SALUT DU PEUPLE BANTOU POUR UNE NATION BANTOU.

La zone bantou est devenu le théâtre des affrontements armés provoqués par des éléments d'origine nomade. L'on sait que partout sur leur passage, les nomades sèment la mort parmi les populations sédentaires qui s'opposent à ce que leurs plantations agricoles soient transformées en pâturages par les envahisseurs, éleveurs de bovins en général. Il s'agit de guerriers entraînés à s'attaquer à diverses organisations d'autodéfense selon les régions qu'ils atteignent. De plus, ils sont préparés à faire face à toutes sortes de carnivores qui s'attaquent à leurs bêtes. Leur instinct, c'est la provocation des combats meurtriers pour s'approprier le contrôle de vastes étendues géographiques. C'est cela leurs mentalités, à l'origine, qui restent figées aujourd'hui encore malgré des siècles de mutations socio-économiques et culturelles.

L'expansion coloniale s'est tout au long de l'histoire, ancré, dans les communautés d'origine nomade qui ne veulent ou ne peuvent point s'en débarrasser et préfèrent plutôt faire régner l'insécurité régionale sans s'en tenir aux frontières politico-administratives de tel ou tel autre pays. Ils sont, comme des criquets, très dévastateurs. Des exemples abondent:

—Les peuples Touaregs ne connaissent pas de frontières entre le Mali, le Niger, l'Algérie et la Libye;

—les Tabous de l'Aïr et du Tibesti sont responsables de l'instabilité politique dans la région riveraine du Lac Tchad, depuis le 8^{ème} siècle jusqu'à nos jours, où les noms comme Frolinat, Goulouni, Hissein Habré et autres résonnent encore terriblement dans les têtes des agriculteurs du Sud du Tchad meurtris par des guerres interminables. Ils sont également responsables de multiples accrochages qui ont marqué la vie des peuples du Niger, le berceau des premiers Bantou ou la vallée de Monroe se trouve ainsi devenu le lieu des affrontements éternels provoqués par des guerriers nomades.

—L'Ethiopie et la Somalie constituent la plus brillante illustration de l'instinct guerrier et sanguinaire des Nilotiques dont la soif de domination restera à jamais inassouvi.

—L'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et l'Est du Zaïre constituent la région des Grands Lacs qui n'a pas su éviter la mise en oeuvre du fameux "Plan de colonisation tutsi". La région cible est peuplée à plus de 80% de Bantou et à moins de 20% de Nilotiques, Tutsi et Hima, éleveurs de bovins qui ont réussi, en peu de temps, à imposer leur hégémonie sur la branche Hutu des Bantous dont l'hospitalité offerte candidement aux envahisseurs nomades les a réduits au servage héréditaire voilà quatre siècles déjà. La tentative de prise de conscience de leur triste sort par les Bahutu se heurte, depuis une

trentaine d'année, à une violente répression de la coalition des tutsi de la région indépendamment des barrières politico-administratives. L'histoire de la Région des Grands Lacs est étoffée d'événements trop sanglants depuis 1959 jusqu'à aujourd'hui, aussi bien au Rwanda, au Burundi, dans l'Est du Zaïre qu'en Uganda pour maintenir ou réinstaurer la suprématie d'une ethnie minoritaire, celle des Tutsi, au prix de nombreux massacres épisodiques des peuples Hutu bernés et divisés, exploités au maximum et humiliés à outrance à travers le monde grâce à un réseau d'intelligence sophistiqué que les Tutsi ont réussi à tisser partout sur la planète. Dans le passé glorieux des régimes tutsi, il n'était pas encore question d'exterminer les hutu, qui pour eux constituaient une réserve vitale de serviteurs. Avec les progrès technologiques qui ont introduit toute une gamme d'équipements susceptibles de remplacer la main-d'oeuvre humaine, les Hutu ne leur sont plus indispensables. Par contre, les Hutu constituent pour ces régimes tutsi, une menace d'instabilité comme ce fut le cas au Rwanda avec l'héroïque révolution sociale de 1959 par laquelle la monarchie a été abolie et une démocratie populaire instaurée par des Hutu, hier encore serviteurs des Seigneurs tutsi. D'où le virage de cette insolite co-existence Hutu-tutsi vers un génocide qui menace de

s'étendre à tous les Bantous que les tutsi voudraient voir disparaître de la terre de leurs ancêtres afin de contourner le phénomène de démocratisation qui reconnaîtrait aux êtres supposés "inférieurs" le droit à la vie et à la dignité.

Existe-t-il une solution susceptible de ramener une paix durable dans la région bantou?

La force secrète des Etats-Unis d'Amérique réside dans le fait qu'ils disposent d'une armée imposante, d'une politique étrangère cohérente et bien planifiée à long terme, d'une solide monnaie qui s'appuie sur les immenses richesses du continent américain, et de l'unicité de l'identité américaine dans le concert des nations. Il n'est pas impossible que les bantous qui occupent la majeure partie de l'Afrique noire s'organisent à l'américaine pour assurer leur propre sécurité face au danger tutsi et pour avoir une reconnaissance internationale en tant que peuple-nation invulnérable. Ce ne sont pas des ressources qui manquent au plan

physique, intellectuel ou moral. Le préalable à cette nouvelle organisation du peuple bantou est la création et l'implantation dans toute la zone bantou d'un cadre de concertation démocratique indifférent aux barrières politico-administrative actuelles. Ces cadres, qui commencent à se dessiner dans la sous-région des Grands Lacs suite à la récente prise de conscience du danger qui menace tous les Hutu, paraît devoir être un parti politique regroupant démocratiquement tous les Bantous, ravivant en leur sein des liens de fraternité et de solidarité agissante.

Dans un premier temps, le Parti Bantou s'attacherait à démystifier et à rendre un système d'autodéfense coordonné contre la menace pressante de colonisation Tutsi-Hima. Ce système aurait un commandement centralisé, agissant sous les ordres du parti et disposant de moyens logistiques à la hauteur de toute menace tant intérieure qu'extérieure. Le parti devra veiller à une

parfaite harmonie dans les relations inter-bantou et dans les rapports de coexistence pacifique entre les bantou et les autres peuplements dans la zone d'occupation bantou. Il devra veiller également aux bons rapports entre la zone bantou et les autres zones de la planète dans le respect réciproque de la dignité des peuples selon les principes du droit international. Les rapports économiques devraient s'articuler autour d'une monnaie bantou dans les échanges internes, laquelle monnaie serait appuyée par les immenses ressources naturelles dont regorge la région bantou pour affirmer son poids dans les échanges sur le marché international. Tout en gardant son appartenance géographique, le Muntu n'aurait qu'une et une seule nationalité à l'extérieur du Buntu (nation), le Buntu (nationalité). Au plan culturel, le CICIBA s'efforcera de dégager une langue commune aux Bantu, le Bantu. Vive la Paix des Bantu.

KANGURA

Je suis tutsi de souche mais je ne soutiens pas la politique du Gouvernement.

Bujumbura, le 26/12/1991

Au journal KANGURA,

Je sais bien que je serai poursuivi judiciairement mais compte tenu des risques graves que nous allons subir dans les prochains jours et vu la politique de l'unité nationale contestés par la majorité des Hutu mais que le gouvernement leur impose, je ne peux pas rester muet devant cette situation qui risque de nous mettre en péril.

Personnellement, je suis tutsi de souche mais je ne soutiens pas la politique actuelle de notre gouvernement du fait qu'elle est sans issue. Voici un mois après les récents événements qui ont coûté la vie à plusieurs milliers de personnes tant militaires que des civils. Ma vie elle-même a failli de très près et quelques uns des miens en ont été victimes. Je pense que pour un tutsi intelligent et malin, ces événements devraient nous servir de leçon et pousser notre gouvernement à une ouverture poli-

tique qui favoriserait un multipartisme intégral car au lieu de perdre par les armes, mieux vaudrait perdre par les urnes.

Les arrestations et tortures que subissent les Hutu ne peuvent en aucun cas mener au progrès car de jour en jour la colère des Hutu s'aggrave. Je voudrais à travers la présente, prier les frères tutsi extrémistes d'arrêter ces arrestations pour se pencher surtout à trouver une solution pacifique et durable à la problématique hutu-tutsi du Burundi. Les arrestations des hutu membres du PALIPEHUTU ne pourront jamais nous rendre heureux car les événements de 1965, 1969, 1972, 1988, leur auraient servi de leçon mais ils les encouragent dans leur lutte de libération. Il est grand temps que le Major Buyoya en tant que responsable n° 1 de l'avenir du peuple burundais hutu-tutsi et twa, trouve le moyen de favoriser et d'ouvrir le

seule solution aux problèmes actuels. Selon le bilan de nos militaires morts dans ces derniers événements, nous sommes convaincus que notre armée ne pourra plus résister à une autre attaque de plus d'envergure que la précédente. En comparaison de la force de nos assaillants à celles de nos militaires il s'agira d'une guerre qu'ils ne vont pas remporter.

"Imvugo kuri i Mundwa n'abake kandi ngo wanka kuvuga ukuri bakavugana".

Je voudrais prier à travers la présente, les organisations de défense des droits de l'homme tant de notre pays que d'ailleurs, de protéger ma vie car je suis sans doute sûr que mes frères tutsi m'arrêteront car, diront-ils que je démoralise notre armée et notre peuple.

NIBOGORA Tharcisse
(se)

K023 3593**I. INTRODUCTION.**

Le massacre des Hutu se poursuit au Burundi. Le Parti pour la Libération du Peuple Hutu (PALIPEHUTU) estime que le régime de Bujumbura se trouve actuellement dans l'impasse face au courant des démocraties qui secoue le monde. Incapable de l'éviter, il use de la violence pour mettre hors jeu les Hutu majoritaires avant d'instaurer un régime démocratique à l'image du Parti unique UPRONA (Union pour le Progrès National).

Ce recours à la violence face à des populations civiles sans défense s'inscrit dans un processus prémédité et sans cesse réajusté du Plan SIMBANANIYE Arthémon. Ce plan visait l'élimination de Hutu (85% de la population) pour ramener leur pourcentage à celui des Tutsi (14%). Les méthodes de l'armée monoethnique -composée de Tutsi à plus de 95,5%- pour exécuter ce plan n'ont pas changé; le massacre obéit toujours au même scénario "PROVOCATION-REACTION-REP-RESSION".

Dès le déclenchement de ces massacres, le PALIPEHUTU a publié un communiqué de Paris, le 24/11/1991, niant toute implication du PALIPEHUTU dans ces attaques et condamnant l'usage de la violence et ses utilisateurs. Une conférence de presse fut organisée à Bruxelles, le 27/11/1991, pour confirmer publiquement sa position.

Nous tenons à rappeler que dès sa fondation, le 18 avril 1980, le PALIPEHUTU n'a pas cherché à se cacher derrière une étiquette telle que: "Parti Populaire, Parti Démocratique Burundais,..." ou "derrière des idéaux politiques sans application concrète, tels que l'égalité des citoyens, le rejet de tout tribalisme",... car "il estimait qu'il fallait d'abord reconnaître l'identi-

voir aborder la question de la coexistence de celles-ci dans la réalité quotidienne et finalement déboucher sur une coopération harmonieuse interethnique". Il fallait donc que "les BAHUTU et les BATWA commencent par se valoriser à leurs propres yeux et acquièrent la fierté d'eux-mêmes". Le PALIPEHUTU a donc voulu affirmer sans ambiguïté dans son appellation même, "l'ambition de libérer le Peuple Hutu, en premier lieu, de son complexe et de son exclusion, ensuite, des exclusions et des discriminations qui le frappent en matière d'accès à la culture, à l'enseignement, au pouvoir, dans l'Administration et l'Armée.."

LA VIOLENCE DU REGIME DU MAJOR PIERRE BUYOYA CONTRE LE PALIPEHUTU EST LE FRUIT D'UNE LONGUE PREPARATION.

Rétrospective jusqu'au 24 novembre.

L'instauration du multipartisme au Rwanda et au Zaïre, pays limitrophes du Burundi et membres de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) inquiète depuis le régime dominé par la minorité tutsi (14% de la population). Le régime du Major Pierre BUYOYA a procédé déjà aux arrestations massives des Bahutu (85% de la population) et surtout des membres du PALIPEHUTU pour décimer et démanteler les bases de ce principal parti d'opposition au régime et au parti UPRONA (Union pour le Progrès National) au pouvoir depuis le 18 septembre 1961 et dont la principale mission d'unité et de progrès national s'est soldée par un échec.

Le but inavoué du pouvoir est d'écraser les membres du PALIPEHUTU (surtout les leaders) dans l'espoir que lorsqu'il sera acculé à instaurer un multipartisme intégral, il se trouve avec une opposition

Le PALIPEHUTU déplore le mutisme observé par les dignitaires hutu du régime qui se complaisent dans l'aisance du pouvoir pendant que le peuple et l'opposition qui, par leur lutte et sacrifice les ont portés au pouvoir, subissent la répression impitoyable de la dictature de BUYOYA.

FAITS RECENTS MARQUANTS DU REGIME DU MAJOR PIERRE BUYOYA ET DE L'UPRONA POUR DEMANTELER LE PALIPEHUTU (AOUT 1990-SEPTEMBRE 1991).

13 Août 1990:

attaque du camp de Mabanda en province Makamba par quelques dizaines d'éléments de la formation UBUMWE qui est à la solde du régime dans une tentative d'incriminer le PALIPEHUTU.

Responsables: Karumba, Nderoyabandi Clément (des Hutu).

17 Août 1990:

assassinat de GAHUTU Rémy, leader du PALIPEHUTU dans des circonstances mystérieuses dans la prison d'Ukongga en Tanzanie.

Responsable de la coordination: Ndiho Jean Claude (officier tutsi)

06 décembre 1990:

découverte de la lettre de remerciement du consul du Burundi à Kigoma (Tanzanie) à Madame WARIOBA pour les services rendus dont l'élimination de Rémi GAHUTU.

20 décembre 1990:

250 familles de réfugiés au

sont extradées de Kasuru (Tanzanie).

05 février 1991:

référendum sur la Charte de l'Unité des Burundi. Le PALIPEHUTU a condamné plus le contenu que l'opportunité de cette Charte et dénoncé l'irrégularité du scrutin.

16 mars 1991:

discours provocateur et incendiaire du Major Pierre BUYOYA dans la province de Bubanza où il a sommé la population d'obéir sous réserve de sanctions extrêmement graves.

21 mars 1991:

mise en place d'une commission constitutionnelle unilatérale dont les membres sont désignés par le seul parti-état UPRONA.

27 juin 1991:

manifestation des chauffeurs à Bujumbura suite à l'augmentation des taxes annuelles sur le permis de conduire. Malgré que les auteurs de

la marché étaient des tutsi, le régime a procédé à l'arrestation des hutu.

01 juillet 1991:

discours injurieux et provocateur du Président Pierre BUYOYA à l'occasion du 29^{ème} anniversaire de l'indépendance du Burundi

29 juillet 1991:

fermeture des frontières entre le Rwanda et le Burundi sous prétexte d'un article paru dans le journal privé du Rwanda Kangura.

31 juillet 1991:

arrestation à Cibitoke des membres du Comité provincial du PALIPEHUTU dont en tête HATUNGIMANA Johnson originaire de la Commune BUKI-NANYANA et membre du Comité Exécutif du PALIPEHUTU.

03 août 1991:

conférence de presse de Monsieur SIBOMANA Adrien, Premier Ministre et Ministre du Plan sur les arrestations des membres du PALIPEHUTU à Cibitoke. Il a réitéré la langage de BUYOYA, celui de combattre l'opposition hutu (surtout le PALIPEHUTU).

26 août 1991:

de retour d'une mission à Kampala (Uganda), le Secrétaire d'Etat à la coopération internationale a informé le peuple burundais de la signature avec l'Ugan-

der en Uganda sans visa et aux Ugandais d'en faire autant. Un tel accord était prévu au sein de la CEPGL mais le Burundi a toujours refusé de le ratifier. L'intérêt majeur est en Uganda.

06 août 1991:

rencontre à Ngozi (Burundi) des Ministres des Affaires Etrangères du Rwanda et du Burundi. La partie burundaise a vilipendé le PALIPEHUTU et a fait montre de son projet de combattre sans merci l'opposition.

14,15,16 août 1991:

tournée du Major Pierre BUYOYA en province de Cibitoke dans les communes Murwi, Buganda et Mabayi. Il a réitéré son plan d'extermination des membres du PALIPEHUTU actuellement en exécution.

27 août 1991:

signature à Dar-es-Salaam d'un accord tripartite avec le gouvernement tanzanien et le HCR pour repatrier ou naturaliser de force les réfugiés burundais. L'accord a été falsifié par les médias - gouvernementaux.

01-05 septembre 1991:

début du placement d'hommes de main par la BSR dans les quartiers CIBITOKÉ, BUYENZI, KAMENGE, KINAMA, MUSAGA et MUZINGA de Bujumbura la capitale pour infiltrer le PA-

03 septembre 1991:

discours provocateur et injurieux du Major Pierre BUYOYA à l'occasion du 4^{ème} anniversaire de la 3^{ème} république où il a annoncé des mesures tortionnaires à l'encontre des membres du PALIPEHUTU.

07 septembre 1991:

arrestation de l'Abbé Patrice BIYONGOMA à Ntega.

10 septembre 1991:

proclamation des résultats du travail de la commission constitutionnelle où le principe du multipartisme a été accepté avec beaucoup de conditions inacceptables dans un contexte démocratique.

11 septembre 1991:

début des arrestations des paysans hutu en Commune Ntega province Kirundo, un mort et 20 réfugiés.

15 septembre 1991:

une rencontre entre le PALIPEHUTU et le pouvoir est sabotée M. Cyprien MBONIMPA, ministre des relations extérieures; après cet échec de Bruxelles, un nouveau rendez-vous fut fixé à Paris, pour le mois de novembre.

20-30 septembre 1991:

arrestation parmi les plus hauts responsables du parti PALIPEHUTU. Les principaux arrêtés sont:
- Ntirabampa Antoine, 1^{er} Vice-Président

- Minani Jean-Berchmans, membre du Comité provincial de Kayanza

- Minani Basile, membre du Comité provincial de Gitega
- Bagwihigire Thomas
- Banderembako Alphonse
- Hategekimana David.

16 octobre 1991:

massacre de hutu en commune Giharo-Rutana.

24 octobre 1991:

arrestations des membres des Comités du PALIPEHUTU en province de Ngozi.

16 novembre 1991:

la possibilité d'une rencontre Pouvoir-PALIPEHUTU est annoncée:

16 novembre 1991:

Les nouveaux membres des Comités du PALIPEHUTU se rencontrent à Bujumbura pour préparer la rencontre.

22 novembre 1991:

rumeur selon laquelle le Burundi sera en proie à un putsch.

24 novembre 1991:

Le président BUYOYA refuse un tête à tête avec le président du PALIPEHUTU. Le président BUYOYA avance que le PALIPEHUTU a attaqué le pays la veille et qu'en sa qualité de Chef d'Etat Major de l'ar-

3. Stratégie du PALIPEHUTU l'égard de ces provocations: non-violence.

Attitudes du PALIPEHUTU:

- dénonciation de ces provocations;
- invitation de la population à la non-violence tout en restant fière de son ethnie ;
- recherche d'un dialogue constructif avec les dirigeants du Burundi, notamment en adressant plusieurs lettres à BUYOYA l'invitant au dialogue;
- tentatives de négociation avec les officiels burundais:
 - rencontre avec le Premier Ministre;
 - rencontre prévue à Bruxelles pour septembre 1991, mais annulée à la dernière minute;
 - condamnation de l'usage de la violence et de ses utilisateurs

2. LE PALIPEHUTU ACCUSE LE GOUVERNEMENT BURUNDAIS.

Mentir est une chose, mais convaincre en est une autre. Le Gouvernement Burundais fait état des attaques aux armes lourdes et légères dans les villes de Bujumbura, Cibitoke, Bukanza et Kayanza contre des camps militaires et des objectifs civils (stations d'essence, des ponts, les lignes électriques, etc...).

Les attaquants, selon le même Gouvernement, seraient des éléments drogués, des gens infiltrés au Burundi à partir du Rwanda et de la Tanzanie. Des accusations mensongères et sans fondement sont monnaie courante au Burundi; souvenez-vous des montages de 1972 faisant croire à des attaques par des éléments armés venus de Tanzanie, il s'est avéré par la suite que ces attaques n'avaient jamais eu lieu, qu'il s'agissait de l'application du plan SIMBANANIYE Arthémon. Ce plan visait l'élimination de 3.600.000 hutus (soit 72% de la population totale) pour ramener la proportion des Hutu dans la population Burundaise à chiffre égal à celui des Tutsi (14% Hutu et 14% Tutsi). Rappelons qu'en 1972 la population

K023 3595

En 1988, le Gouvernement Burundais accusait des éléments burundais, réfugiés au Rwanda d'avoir attaqué le Burundi dans les communes de NTEGA et MARANGARA. Il s'est avéré par la suite qu'aucune personne du Rwanda n'avait jamais été impliquée dans ces événements et que c'était la continuation du même plan SIMBANANIYE.

Les massacres de Hutu actuellement en cours au Burundi, visent le même objectif à savoir l'élimination politique des 85% des Hutu vivant au Burundi.

Quelques faits saillants montrent à suffisance l'innocence des Hutu et le nœud flangeant des autorités burundaises:

1. Au lendemain des attaques, la Radio Nationale faisait état de coups de feu dans les quartiers populaires de la ville de Bujumbura, ainsi que dans les centres urbains de Cibitoke, Bubanza et Kayanza. Des tirs aux armes lourdes ont été entendus dans des camps militaires de Bujumbura (MUHA, BASE, MUZINDA, Institut Supérieur des Cadres Militaires-ISCAM) ainsi qu'à la présidence de la république et à l'Etat Major de l'armée.

Comment expliquer que des réfugiés à peine rentrés d'exil puissent ramener avec eux des canons sans être interceptés par les forces de l'ordre?

2. Dans une situation aussi grave, telle qu'elle était décrite, aucun couvre-feu n'a été instauré. Le Président BUYOYA a préféré rester à Paris.

3. Comment expliquer que ces mêmes gens s'attaquent à des quartiers populaires, habités par plus de 90% de Hutu, alors que les Hutu sont parmi ceux que le PALIPEHUTU veut libérer?

4. Comment expliquer que ces gens puissent introduire des armes lourdes dans des endroits aussi stratégiques et gardés comme les camps militaires, la Présidence de la République, l'Etat Major de l'Armée?

5. Comment expliquer que les assaillants n'aient jamais été aperçus par la population? Le Ministre de l'Intérieur lui-même a reconnu que les coups de feu qu'on entendait étaient tirés par les militaires et non par les assaillants.

6. Comment expliquer que le PALIPEHUTU organise une attaque contre le Burundi alors que tous ses coordinateurs se trouvaient en prison et que son Président était au rendez-vous avec le Major BUYOYA à Paris?

7. Comment, dans ces conditions, le PALIPEHUTU aurait-il pu organiser et coordonner des attaques simultanées à plusieurs endroits différents?

8. Comment, la même nuit du 23 au 24/11/91, l'enquête menée par le régime aurait-elle pu conclure, en moins de 3 heures, que c'était le PALIPEHUTU qui était responsable des attaques? Autrement dit, le régime a-t-il pu avoir le temps matériel pour enquêter et conclure, en moins de 3 heures, que c'était le PALIPEHUTU?

9. Comment expliquer le fait que le Premier Ministre avait déjà été convoqué à une réunion "de crise" tenue à l'Etat-Major Général le 23/11/91 avant 23 heures?

Tout n'était qu'une mise en scène.

En effet, la Commission d'enquête des ONG germano-belgo-hollandaise sur les événements en cours au Burundi vient de révéler entre autre ce qui suit:

a) Si attaque il y avait eu, l'armée burundaise n'était pas incapable de venir à bout de 20 fusils et quelques grenades; le tout de l'arsenal du PALIPEHUTU, selon les propos du Ministre des Affaires Etrangères, Monsieur Cyprien MBONIMPA, du 3 décembre 1991.

b) Les échanges de tirs autour des camps militaires de Bujumbura entre le 23 et le 27 novembre s'effectuaient entre des éléments des forces armées burundaises.

c) Le premier Ministre SIBOMANA avait été déjà invité à la réunion de crise tenue à l'état major général de l'armée avant que les coups de feu ne soient entendus autour de sa résidence, le 23 novembre 1991.

Les civils tutsi et les objectifs matériels présentés par les autorités gouvernementales et les médias burundaises comme ayant été les victimes des attaques du PALIPEHUTU, dans les provinces de Bubanza et Cibitoke se sont avérés en témoignages fictifs, inventés pour compléter le décor du montage. Des civils tutsi avaient été déplacés par l'armée vers les camps militaires, longtemps avant le 23 novembre 1991.

Toute personne honnête devrait comprendre que les méthodes de l'armée burundaise pour exécuter le plan SIMBANANIYE n'ont pas changé, et que la présence de plus d'éléments Hutu au sein du gouvernement a rendu l'opération plus subtile que dans le passé. L'armée monoethnique du Burundi a organisé les massacres de 1972 (300.000 morts en deux mois), les tueries sauvages de NTEGA et MARANGARA en 1988 (60.000 morts en un mois) et les massacres en cours dont le bilan s'alourdit de jour en jour.

L'armée burundaise continue d'être louée pour:

a) Près de 20.000 morts en 8 semaines. Des familles entières ont été exterminées. On a vu des ruisseaux de sang des Hutu coulant dans les petites rues de Bujumbura, des cadavres entassés un peu partout. Des fosses communes sont creusées à Bujumbura, Muyinga, Murwi, Ndora, Mabayi, Musigati, etc... elles renferment chacune plus de 150 cadavres.

Les militaires défoncent les portes des maisons des Hutu, égorgent tous les occupants; les femmes sont d'abord emputées de leurs seins avant d'être décapitées, les hommes sont éventrés, châtrés à la baïonnette pour des fins de la grossière sorcellerie tutsi.

b) Bombardement à l'hélicoptère et aux bombes incendiaires de villages de Muzinda, Kaburantwa, Murwi, Bukinanyana..

c) Plus de 60.000 réfugiés dont 40.000 au Zaïre, plus de 15.000 errant en Tanzanie et plus de 10.000 au Rwanda

d) A l'heure actuelle, les massacres se poursuivent. Pour éviter le bruit des armes, trop gênant, l'armée tue aujourd'hui à la baïonnette. Elle poursuit ses razzias surtout dans les provinces de Ruyigi, Muyinga, Cibitoke, Bubanza, Bujumbura et Kayanza. Elle entre dans les habitations et y égorge les occupants. Les hommes de 15 à 45 ans sont les cibles privilégiés.

Pourtant, de tels actes sont condamnables par la loi burundaise, et les Conventions Internationales.

Les Hutu du Burundi ont l'impression qu'il y a un complot international contre leur sort. Ils sont massacrés, tués par milliers, emprisonnés, mais le monde se tient tranquille ou plutôt prime BUYOYA pour son oeuvre. Les ambassades occidentales à Bujumbura se complaisent dans un silence complice au régime. Pourtant ailleurs quand il y a un mort, le monde bouge, s'indigne et sanctionne. Nos réfugiés n'ont pas d'assistance. Ceux du Zaïre vivent un cauchemar intenable. Ils n'ont point d'assistance alimentaire, sanitaire et sont à la merci des services de sécurité et des escadrons burundais de la mort. Il meurt au Zaïre près de 20 personnes chaque jour et surtout des jeunes enfants.

3. CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES D'AVENIR.

Le PALIPEHUTU condamne l'usage de la violence et le régime du Major Pierre BUYOYA qui en fait usage pour masquer la réalité et perpétuer l'hégémonie tutsi.

Il lance un appel à l'opinion internationale, particulièrement à tous ceux qui se préoccupent du respect et de la défense des Droits de l'homme dans le monde, pour inviter le

- arrêter les massacres des innocents en cours depuis novembre 1991;

- proclamer une amnistie générale pour toutes les personnes condamnées ou arrêtées de manière arbitraire;

- organiser une conférence nationale regroupant toutes les composantes nationales (y compris toutes les formations politiques, sans exclusive), la seule habilitée à fixer le calendrier politique pour la mise en place des institutions démocratiques;

- instaurer le multipartisme intégral et permettre au peuple burundais de s'exprimer librement par la presse, le débat politique, le libre choix de son orientation politique ainsi que de ses représentants;

- séparer les affaires de l'Etat de celles du Parti UPRONA. Le Comité Exécutif de l'UPRONA doit cesser de jouer le rôle de l'organe législatif du pays.

Les bailleurs de fonds devraient conditionner leurs aides au respect des Droits de l'Homme et à l'instauration de la démocratie au Burundi.

Le PALIPEHUTU invite le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR) à revoir les mesures de rapatriement des réfugiés auxquels il a souscrit et à encourager leur suspension aussi longtemps qu'il ne sera mis sur pied un "cadre général" garantissant leur sécurité.

La réconciliation nationale suppose une reconnaissance légale des ethnies hutu, tutsi et twa comme telles et l'établissement de l'équilibre ethnique au sein de la police, de l'armée et de la fonction publique, de l'éducation et de tous les autres secteurs de la vie nationale. Elle suppose aussi le respect et la protection des minorités. Le PALIPEHUTU reste ouvert à tous les Burundais pour un dialogue politique constructif; il ne constitue pas l'opposition à lui seul, mais il en reste l'élément le plus important. C'est pourquoi il se propose de stimuler l'opposition hutu afin qu'elle s'unisse autour d'un même objectif qu'elle élabore une stratégie appropriée.

Pour le PALIPEHUTU,
Le Président Etienne KARATASI

ITANGAZO.

IBIRO NTARAMAKURU
BYIGENGA GISENYI—INFORMATION biramenyesha abasomyi ba KANGURA ko numero nshya yasohotse ikaba ibarizwa ku Gisenyi — Mahoko — Kora — Mukamira — Ruhengeri — Gakenke — Vunga — Kabaya — Ngororero — Nyirangarama — Kigali — Kabuga — Gitarama — Nyanza — Butare — Gikongoro — Cyangugu — Bugarama — Kirambo — Byumba — Kibungo — Nyagatare no ku Kibuye.

Musome, musomeshe
KANGURA, ikinyamakuru cyigena.

BIMENYE NABYO

Ukimara gusoma iyi KANGURA hita ubariza aho usanzwe uzigurira KANGURA MAGAZINE — VERSION INTERNATIONALE N° 6 kuko harimo amakuru ahuye n'ibihe turimo. Niba kandi ariyo ufite mu ntoki zawe, basabe KANGURA n° 31 kuko ariyo yasohotse.

Tubonyeho ko buri gihe hazajya hasohoka KANGURA ebyiri : iyanditse mu Kinyarwanda ku bumva urwo ruli mi, n'izajya yandikwa mu Gifaransa no mu zindi ndimi kugira ngo bumva izo ndimi babashe kumenya ibibera mu Rwanda no mu Burundi ndetse na Zaire. Ngaho rero nimusabe KANGURA zanyu. Igiciro ni cya kindi : 100 FRW.

TROIS GRANDES PUISSANCES OCCIDENTALES VEULENT EFFACER LA LIBYE DE LA CARTE DU MONDE.

L'affaire de la catastrophe aérienne de deux appareils des compagnies occidentales, l'une américaine (PAN AM), l'autre française (UTA) n'est qu'un prétexte. D'autant plus que ces deux pays, la France et les Etats-Unis d'Amérique auxquels s'est jointe la Grande Bretagne n'ont pas de preuve convaincante pour incriminer la Libye pour avoir trempé dans ces deux accidents qui ont coûté la vie à plus de 400 personnes.

Les Etats-Unis et la France ont actuellement des difficultés à faire comprendre à l'opinion (de bonne volonté) la culpabilité de la Libye dans cette affaire. Et à forte raison puisque ces deux pays savent pertinemment que la Libye n'est nullement impliqué dans cet accident. Ils s'en prennent à la Libye dans le seul but de mettre à exécution leur plan élaboré depuis longtemps lequel vise à détruire la Libye. La genèse de ce plan machiavélique commence vers l'année 1969, année de la Grande Révolution en Libye, laquelle révolution a décidé de supprimer en Libye les bases militaires de l'Organi-

sation de l'Atlantique Nord (OTAN).

Cette décision avait été prise dans le cadre de protéger les intérêts des pays arabo-musulmans et surtout dans un esprit de liberté et d'indépendance. Depuis lors, la Libye est le porte-parole de tous les pays qui veulent se débarrasser du joug des impérialistes américains. La Jamahiriya Libyenne a alors pris la ferme décision de lutter contre les sionistes israéliens, qui ont occupé la Palestine par force. C'est d'ailleurs ce qui a fait que les pays occidentaux en particulier les Etats-Unis voient d'un mauvais oeil la Libye parce que ces pays soutenaient ces exactions. Un autre élément et de taille qui a envenimé les relations entre la Libye et les pays occidentaux, c'est que la Grande Jamahiriya Libyenne a adopté une politique de décolonisation de l'Afrique en luttant contre toute forme de néo-colonialisme visant à ne défendre que les intérêts des occidentaux.

Le fait que les Etats-Unis, la Grande Bretagne et la France veulent anéantir la Libye pourrait s'ex-

pliquer par le fait que la Libye est connue pour ses efforts de contribuer à la libération des pays africains. Ses efforts se concrétisent notamment par le soutien que la Libye apporte aux organisations de libération en Afrique. La Libye se préoccupe également des minorités comme les Noirs américains ou les Peaux Rouges. Ces trois pays, les Etats-Unis, la France et la Grande Bretagne n'attendent plus que la désunion des arabes surtout après la guerre du golfe pour exécuter leur plan.

Ces trois puissances ont d'ailleurs commencé leurs préparatifs militaires déployant de grands moyens comme des porte-avions nucléaires, des sous-marins atomiques, ainsi que des avions de combats. Tout cet arsenal étant dirigé contre la Libye, un Etat aussi petit qu'un des Etats formant les USA. C'est d'autant plus regrettable que c'est un plan élaboré par les Etats-Unis et les pays occidentaux pour dominer et asservir le Monde.

NGEZE HASSAN.

A TOUS LES HUTU DU MONDE!

- Redécouvrez votre ethnie car les tutsi vous ont appris à la méconnaître. Vous êtes une ethnie importante du groupe Bantou dont le nombre dépasse les 15.000.000 d'habitants en Afrique Centrale et orientale.
- Faites la promotion de votre culture notamment celle de votre langue le GIHUTU dont le Kinyarwanda et le Kirundi ne sont que des sous-groupes.
- Votre ethnie ne peut être considérée comme une honte, ni comme un mythe: elle est vivante, elle est matérielle. Parlez-en, de son histoire, de son état actuel et de son évolution. Il est fatal d'ignorer ou de cacher son identité ethnique.
- Sachez qu'une minorité orgueilleuse et sanguinaire se meurt entre vous pour vous diluer, vous diviser, vous dominer et vous massacrer.
- Sachez aussi que le rêve des pays sans ethnies que se nourrissent les tutsi est un leurre. Que la Yougoslavie, la Belgique et l'ancienne U.R.S.S. vous servent de leçon!
- Les Tutsi qui proposent l'effacement de l'ethnie possèdent un code franc-maçonnique qui leur permet de se reconnaître entre eux. Avant d'être belge, le flamand est flamand et le wallon est wallon. La nation est au dessus des ethnies mais elle se construit par elles. La nation est artificielle mais l'ethnie est naturelle. Tous les pays qui ont voulu se construire en ignorant les composantes ethniques se sont finalement disloqués. C'est le cas de l'URSS et de la Yougoslavie au moment où la Belgique tient bon. Les Slaves, les croates, les Tatars, les Kurdes, les Kasaks... existent. Pourquoi non les Hutu et les Tutsi?
- Mettez en place sans plus tarder un centre culturel Hutu (CCH) qui serait une branche du CICI-BA. Le siège serait installé à Kigali avec deux succursales à Bujumbura et à Goma.
- Mais sachez tout aussi que parmi vous, il y a des traîtres qui, dans leur léthargie jouent le rôle inconscient de vous espionner et de vous diviser.
- Allez en aide à vos frères en détresse au Burundi où le V^e génocide est en cours depuis le 24/12/1991.
- Sachez enfin que vous avez un organe d'expression qu'est KANGURA. Soutenez-le. A travers lui, faites connaître à vos frères vos problèmes, vos observations, vos suggestions et vos idées.

N.B.: Cette invitation n'est pas à comparer au plan de colonisation Tutsi de 1962. Il s'agit d'un appel au peuple Hutu pour son unité, pour se connaître, s'aimer et se servir.

KANGURA.

LES DIVAGATIONS

Je me demande pourquoi les prétendants politiques utilisent le mensonge, comme stratégie politique. S'agit-il de la propagande politique où le souci d'électrifier les foules par le mensonge et l'exagération, prime sur la vérité et la conviction? L'arme de la vérité et de l'honnêteté serait-elle inefficace pour s'emparer démocratiquement du pouvoir?

La situation devient dramatique quand, en plus de cette stratégie malveillante, s'ajoutent le tempérament du prétendant politique. Celui-ci pouvant être, psychologiquement, hypertrophique, mégalomane voire même paranoïque.

Des fois, face à une telle situation, un peuple désabusé, désorienté, peut suivre l'irrationnel. L'exemple d'Hitler reste frais dans nos mémoires. Je m'en viens illustrer mon propos à travers les idées des personnages de notre temps que la démocratie naissante aura permis de se déshabiller.

Je cite fidèlement des déclarations d'un diplomate burundais (Gapiripiri Juvénal) reproduites dans le journal des Inkotanyi "le volcan" de Goma du 11/02/1991 auquel il était allé se confier:

● "...Chez nous il n'y a qu'une ethnie: Le Murundi".

● "...Nous pensons que cela ne vaut plus la peine de travailler dans un pays barbare, xénophobe comme le Rwanda".

● "...Tant que cette fameuse guerre durera, mieux vaut déplacer le siège de la Communauté ailleurs. Je suis toujours convaincu que le jour où le Rwanda éliminera la discrimination raciale dans ces habitudes, tout ira bien".

● "...Il n'y a plus des Hutu et des Tutsi au Burundi. Il y a des burundi tout court. C'est comme cela que ça devrait être au Rwanda.

Etait-ce de la cécité politique, de l'éducation tutsie au mensonge

rundi qui s'ajoutent l'épave glante de l'histoire politique de ce pays, j'invite le dit diplomate -s'il lui en reste encore un peu de morale humaine- à retirer ce qu'il a dit et à s'excuser devant le peuple rwandais et devant toutes les créatures éprises d'honnêteté et de sincérité. Chez nous aussi, les divagations abondent à travers le discours politique. Mugenzi Justin, leader du P.L. est, sans contesse le personnage politique le plus flou, le plus inconséquent et le plus divagateur.

Devant une réalité macabre de la vie de ce personnage, un parti se voulant crédible pour diriger une nation, l'aurait déjà écarté de la scène mais ses partisans continuent à écouter ses divagations dans les meetings et le parti se tait. C'est une stratégie du FPR dont le P.L. et Mugenzi ne sont que des pions. De véritables leaders Inkotanyi attendent de Kampala.

Les divagations de Twagiramungu Faustin (MDR) et de Gatabazi Félicien (PSD) ne cessent d'ébranler les gens qui aiment la réalité des faits. Les journaux notamment KANGURA et UMURWANASHYAKA ont reproduit les principales divagations de ces deux leaders.

Il s'agirait aussi, et pourquoi pas, d'une stratégie politique où les hommes intrépides mais politiquement nuls sont mis au devant de la scène politique pour frayer le chemin au moment où les politiciens d'avenir se préparent.

L'on peut s'attendre à ce que ces personnages cités soient un jour jetés dans la poubelle par leurs partisans. Là où la divagation dépasse l'entendement humain, c'est quand elle affecte la presse et transgresse la déontologie de ce noble métier. L'exemple le plus près est l'"ISIBO" de Musangamfura Sixbert qui a fait du séparatisme et de la division

que en tout cas, c'est que Musangamfura est un valet, un valet d'autres valets notamment de Twagiramungu et de Gatabazi.

Je me plains des intellectuels pour lesquels Sixbert constitue un éclaircisseur. Par faute de ligne, de cause, d'objectifs, Isibo s'est trouvée une cause sale et facile, la division hutu. A qui profite cette sale cause? Aux tutsi! Bien sûr que Sixbert peut vendre aux tutsi et à tous les régionalistes et séparatistes du peuple hutu.

Au moment où Kangura lutte pour l'unité Hutu en Afrique Centrale, il est malheureux qu'un fils de ce peuple s'acharne à le diviser. Il est vrai qu'un valet ne serait avoir ni servir une cause noble surtout quand, de surcroît, il a des "valets" pour maîtres. Quand aux journaux tutsi du moment, ils traduisent le mensonge intrinsèque et des divagations naturelles de leurs propriétaires.

Lisez Kangura, le tribun du peuple "tutsi" Kiberinka...: ce sont de véritables délires! Est-ce en raison de leur adage (le Muhutu craint les rumeurs plus que la lance) qu'ils répandent toutes sortes de rumeurs? Nous savons maintenant que le Muhutu craint la vérité. C'est pourquoi, contre leur mensonge congénital et leurs divagations naturelles Kangura oppose une arme bien aiguisée: LA VERITE.

KANGURA

COMITE DE REDACTION

- NGEZE Hassan
- NDEKEZI Bonaparte
- MIRASANO Célestin
- RUBERA Papias
- ISSA Nyabyenda
- SIMBIZI Stany
- HITIMANA Noël

A tous les Hutus du monde entier. Le Journal Kangura est à votre service. N'hésitez pas à envoyer vos réflexions et suggestions à l'adresse :

K023 3599

CRI D'ALARME !

A Monsieur le Directeur
du Journal KANGURA,

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous présenter cet article que je vous prie de publier dans votre journal. En effet, Monsieur le Directeur, depuis le 29-04-1991, le peuple hutu du Burundi, surtout militant, du Palipehutu vit une période d'insécurité caractérisée par des arrestations et exécutions sommaires. Le peuple hutu ayant toujours perdu les siens pendant tous les événements et génocides qui ont eu lieu au Burundi, s'était décidé de commémorer tous ces événements le 29-4-1991 surtout en province de CIBITOKÉ où les hutu ont manifesté pacifiquement têtes rasées. Cet acte n'a pas du tout plu aux tutsi qui ont agi en conséquence en arrêtant des hutus innocents. Un scandale de la part du gouvernement s'est produit dans la même province, en commune Buganda, zone Gasenyi, chez un enseignant nommé Hatungimana Johnson où en date du 31-1-1991 à 14 heures des militaires tutsi se sont introduits dans son domicile au moment où le propriétaire recevait ses amis qui étaient venus lui rendre visite.

A ce moment, les militaires se sont mis à tirer sur tout individu qui se trouvait là. Un certain Maniraho Sylvestre a eu une balle dans la cuisse et d'autres qui ont eu des blessures plus ou moins graves. Hatungimana Johnson a été arrêté avec ses cinq compagnons, son épouse et ses deux enfants. Depuis cette date, les six compagnons sont en prison sans jugement. Actuellement tout hutu non membre de l'UPRONA est accusé d'ennemi de l'unité, prétexte que le gouvernement tutsi de Buyoya a pris pour arrêter tout hutu de l'opposition. Ici au pays, personne n'a été surpris par les événements du 23-11-91 que le gouvernement considère comme attaque et agression venues de l'extérieur car

vait se réaliser à l'absence de Buyoya lors du sommet France-Afrique de Paris.

Ce plan avait pour but d'arrêter tous les militaires influents du Palipehutu avant le référendum de la constitution en cours. Ce rapport nous est parvenu par l'intermédiaire de Gahungu Shogashoga et Mutamenya Sosthène tous agents de la surêté burundaise et partisans du Frodebu. Le Palipehutu, avait déjà dénoncé une guerre civile que les Tutsi organisaient afin de poursuivre le plan Simbananiye. Une chose regrettable est que l'opinion publique internationale reste indifférente devant cette situation préoccupante. Quand un noir de l'Afrique du Sud meurt toutes les Radios et Journaux du Monde réagissent mais quand des milliers de Hutu du Burundi sont massacrés par l'armée tutsi tout le monde se tait et c'est cela qui encourage les tutsi à exécuter le plan Simbananiye. Par la présente, je voudrais éveiller l'attention de l'opinion publique internationale pour qu'elle suive attentivement les massacres des Hutu au Burundi. Bien que la soi-disante guerre est finie et que le gouvernement n'est pas à mesure de montrer quelques uns des assaillants venus de l'extérieur et les armes qu'ils avaient pendant les prétendues attaques, les massacres et les arrestations se poursuivent surtout dans les provinces de Cibitoke, Babanza, Bujumbura, Gitega, Kayanza... etc ce que l'armée burundaise composée exclusivement de tutsi fait à l'encontre des Hutu ne s'est produit nulle part au monde même lors du génocide des juifs au temps d'Hitler.

Monsieur le Directeur du Journal KANGURA, je voudrais en outre attirer l'attention des historiens pour qu'ils accordent une attention particulière sur ce que font Messieurs Nicolas MAYUGI et Adrien SIBOMANA qui se laissent manipulé par Buyoya en trahissant leur

moment où le gouvernement burundais lui-même ne respecte pas sa charte de l'unité. Que Messieurs Adrien SIBOMANA et Nicolas MAYUGI sachent que l'histoire les jugera et qu'ils auront des comptes à rendre au peuple hutu du Burundi en particulier et du monde en général. Il est grand temps que ces deux escadrons de la mort des hutu, stoppent leur soutien à Buyoya afin de ne plus arrêter les innocents et libérer tous les détenus non encore exécutés. Nous prions à travers la présente pour ces deux Messieurs de montrer un peu de sentiment de fraternité aux hutu en prison et de pousser Buyoya à les libérer car ces deux hommes sont les seules responsables du sort des Hutu du Burundi depuis qu'ils dirigent un gouvernement qu'ils n'ont même pas formés. Si les deux hommes ne prêtent pas leur main forte à Buyoya le plan Simbananiye ne pourra plus être exécuter et la vraie démocratie multipartite verra le jour au Burundi. Que les recherches et enquêtes se fassent auprès de ces deux hommes car rien ne témoigne qu'ils sont hutu. Puisque s'ils étaient conscients de ce problème ils ne permettraient pas à Buyoya d'exécuter le plan Simbananiye.

Monsieur le Directeur du Journal KANGURA, nous sommes sans ignorer que nous faites toujours objets de poursuites judiciaires suites aux articles que vous publiez dans votre journal mais nous vous prions de manifester plus d'humanisme et de dynamisme envers les Hutu du monde en général et du Burundi en particulier pour dénoncer l'injustice et les massacres dont ils font toujours l'objet.

Espérant que vous allez diffuser intégralement cette lettre et que ce cri d'alarme vous parviendront, agréé Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments fraternels et respectueux.

Horugavye Jean Bosco
Magarama-Gitega
BURUNDI

K023 3600



Le révolutionnaire KADDAFI Leader de la JAMAHILIYA
ARABE - LYBIENNE